

10 Faits divers & Justice

Escroquerie

L' "aumônier" n'était qu'un arnaqueur récidiviste

COE

Libreville/Gabon

IDRISS Moundounga Siatchoua, un ressortissant camerounais de 30 ans, domicilié à STFO, sans emploi et identifié comme un repris de justice, a été interpellé mardi dernier dans ledit quartier par la Brigade spéciale de la police judiciaire (BSPJ). L'intéressé est suspecté d'escroquerie sur sa compatriote, V.A.E.

Idriss se présente comme faisant partie d'un groupe d'individus envoyés par certains chefs d'entreprise et le représentant de l'archidiocèse de Libreville pour assister les détenus, en leur proclamant l'évangile, l'office étant généralement suivi de la remise de

dons. Ces missionnaires d'un genre particulier auraient des contrats avec les dirigeants de la prison centrale pour effectuer ce travail. Voilà qui explique que l'"aumônier" était en contact avec les détenus, ainsi que leurs parents qui y accèdent pour des visites. Un jour, sieur Idriss Moundounga Siatchoua tombe sur V.A.E., mère d'une détenue condamnée à deux ans d'emprisonnement ferme, pour maltraitance d'enfants, condamnation assortie d'une amende et d'une décision de rapatriement. Le filou demande à la dame de lui remettre une somme de 220 000 francs pour que sa fille ne soit pas rapatriée. En réalité, sa stratégie consistait à la mettre en relation avec un de ses contacts, un certain Brice, donné comme étant en service à la Direc-



Photo : COE

Idriss Moundounga Siatchoua : un "aumônier" peu ordinaire mis hors d'état de nuire.

tion générale de la documentation et de l'immigration (DGDI). C'est ce dernier qui devait lui fournir quelques documents permettant à la détenue non seulement d'être en règle, mais également d'être épargnée par le rapatriement. La dame mord à l'hameçon



Photo : COE

Les documents découverts en possession du présumé escroc.

et aboule, comme avance, une somme de 120 000 francs. Mais une fois cet argent en poche, Moundounga disparaît de la circulation. Les jours passent, sans aucune nouvelle du malfrat. Après plusieurs tentatives pour le retrouver, V.A.E. se résout finalement à se rendre à la BSPJ

où elle expose les faits. Une opération est très vite mise en place par les gendarmes, avec la collaboration de la victime, dans le but de neutraliser "l'aumônier" au cas où il la recontacterait. Ainsi, tel un vautour convoitant sa proie, l'intrépide Idriss ne tarde pas à

se manifester auprès de la dame pour la relancer. Rendez-vous est donc pris à STFO, pour le règlement du reliquat. Une fois sur le lieu, le présumé escroc est cueilli par des gendarmes. Lors d'une fouille au corps du sujet camerounais, les pandores trouvent dans ses poches une fiche de notification de résultat d'audience des détenus appartenant à la fille de la victime et un faux récépissé de demande de carte nationale d'identité, délivré le 21 septembre 2015. Conduit au poste, Idriss Moundounga Siatchoua reconnaît les faits qui lui sont reprochés, avant d'avouer avoir fait d'autres victimes avec le même procédé. Il devrait être présenté ce vendredi devant le parquet de Libreville qui décidera de son sort.

Tentative d'immolation à la Préfecture de police

Bérenger Obame Ntoutoume toujours en soins intensifs

SCOM

Libreville/Gabon

APRÈS avoir tenté de se donner la mort par immolation, le dimanche 1er novembre dernier, dans l'enceinte de la Préfecture de police de Libreville, Bérenger Obame Ntoutoume - qui a d'abord été conduit au Centre hospitalier universitaire de Libreville

(Chul), avant son transfert à l'Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba -, se trouve toujours en soins intensifs. Seuls le père et la mère du patient ont accès, depuis mercredi dernier, au chevet de ce dernier à l'unité des grands brûlés de l'hôpital militaire. Bérenger Obame Ntoutoume est présentement sous oxygène, révèle une source familiale. Après avoir perdu l'usage de la parole au lendemain

de son hospitalisation, le jeune homme commence tout juste à s'exprimer. Mais il va lui falloir plus de temps pour recouvrer l'usage complet de la parole, confie la même source.

En outre, les difficultés d'ordre financier rencontrées par la famille au début des soins au Chul ne sont plus qu'un mauvais souvenir. D'autant que tous les actes médicaux posés sur le client sont to-

talement pris en charge par la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs). Un véritable soulagement donc pour les proches du patient.

Pour rappel, c'est en protestant contre la saisie de ses ballots de linge par les flics, à l'ancienne gare routière, que le commerçant a pris la direction de la Préfecture de police de Libre-

ville. Frustré de n'avoir pas obtenu gain de cause, il a tout simplement mis le feu à son corps, le transformant en torche humaine (lire l'Union de mercredi 04 novembre 2015).

Vol à Akanda

Mengome et Nkomo Obiang pris en flagrant délit

B.M.

Libreville/Gabon

POUR son déménagement d'Angondjé-Village, dans la commune d'Akanda où elle habitait, samedi dernier, une dame fait appel à un jeune homme pour l'aider à charger ses effets dans le véhicule pris en location. Sauf qu'elle est à mille lieues de se douter des intentions de Chris Mengome (16 ans) résidant aux Charbonnages. Pendant les allers et venues entre la maison et le véhicule, le jeune Mengome commence à poser des yeux envieux sur l'écran plasma, qu'il place dans un coin en vue d'un futur enlèvement. Rapidement, il fait quelques petits calculs de gain qu'il pourrait tirer de la vente de ce bien. Puis, il passe à l'action et disparaît des lieux, sans que la dame ne s'en rende compte. Chris Mengome retrouve



Photo : Adja NTOUOUME

Chris Mengome (d) et Vénise Nkomo Obiang tenant dans leurs mains l'écran plasma de tous les... soucis.

ensuite un de ses compères, Vénise Nkomo Obiang. Le tandem prend la direction de l'ex-gare routière, lieu de toutes sortes de transactions commerciales où ils escomptent liquider le téléviseur volé. A peine sont-ils descendus du taxi qu'ils sont cueillis par les éléments de la préfecture de

police en service à la Brigade anti-criminalité, au cours d'une patrouille pédestre de routine, avant d'être conduits au poste où ils reconnaissent les faits. Après leur audition et la garde à vue, les deux délinquants seront mis à la disposition du commissariat d'Akanda, qui se chargera de les déferer au parquet.

UAS

GABON

UNIVERSITE AFRICAINE DES SCIENCES

**UNIVERSITE AFRICAINE
DES SCIENCES**

Nouveau :
Contrat de partenariat
avec le gouvernement gabonais
n° : 00257/MENESTFPCJS

Certifications :

Partenariat avec des Universités Prestigieuses :
Paris 5- Paris 13- Lyon 3- EFAP-Lille- Littoral- Tunis- Gabon

Accord de coopération avec
l'Université Internationale de la
francophonie (Senghor) pour
bidiplomation dans 13 domaines
et reconnaissance de 75 pays et le
CAMES

- Droit Privé
- Droit Public
- Droit des Affaires
- Management
- Commerce
- Tourisme
- Journalisme
- Communication
- Télécommunication
- Ingénieur

- l'UAS Gabon appartient au groupe UAS Tunis et UAS Mali
- Professeurs Invités : Français (La Sorbonne) et Tunisiens
- Cours du soir pour les professionnels
- Possibilité de poursuivre les études à l'étranger : France, GB, USA, Canada, Belgique, Suisse, Tunisie... etc
- Corps enseignant de très haut niveau
- Partenariat avec des structures universitaires publiques Gabonaises (Economie et Gestion, Sciences, Droit et Techniques...)

Sise au Quartier ACAE
B.P 6421 LIBREVILLE - GABON

Email : meddmess@gmail.com / h_lotfi125@yahoo.fr
Tél : 00241 06449966/00241 05126998

www.uas.ens.tn